

# Les nominations à Bercy fragilisent la position de Pierre Moscovici

LE MONDE | 21.11.2013 à 11h05 | Par [David Revault d'Allonnes](#) et [Patrick Roger](#)

**Y a-t-il un pilote à Bercy ? Plus que jamais, la question se pose. Jean-Marc Ayrault, en annonçant la remise sur le métier de la réforme fiscale, semblait avoir repris la main. Dans la foulée, avant que l'annonce officielle en soit faite, Matignon confirmait au *Monde*, mercredi 20 novembre, les nominations imminentes aux directions du Trésor et du budget de François Villeroy de Galhau et de Denis Morin, deux briscards des cabinets ministériels de l'ère Lionel Jospin-Dominique Strauss-Kahn. Ils devraient remplacer à ces postes stratégiques les actuels titulaires, Ramon Fernandez et Julien Dubertret, anciens conseillers de Nicolas Sarkozy et François Fillon, et nommés par eux.**

François Hollande et Jean-Marc Ayrault auraient-ils forcé la main au ministre de l'économie pour lancer la réforme fiscale et accélérer les changements à la tête des deux principales directions de Bercy ? Pierre Moscovici, c'est un euphémisme, n'était pas dans la boucle. « *C'est une initiative politique du président et du premier ministre, principalement du premier ministre* », confirme un conseiller de l'Élysée à propos de la réforme fiscale. « *Elle a commencé dès 2012. Le moment de dialogue, de débat et de décision qui s'ouvre permettra de définir une stratégie fiscale*, souligne l'Élysée. *Celle-ci prendra corps dès la loi de finances pour 2015 et s'étendra sur la durée restante du quinquennat.* »

## « POUR DES RAISONS D'EFFICACITÉ »

L'initiative s'est précipitée ces derniers jours. L'annonce a été calée pendant le week-end entre les deux hommes, qui ont eu, lundi soir, un long échange téléphonique pour en finaliser les détails, alors que François Hollande se trouvait à Jérusalem. Une discrétion qui s'explique « *pour des raisons d'efficacité, de rapidité, de surprise* », poursuit ce conseiller. « *Quand on annonce quelque chose comme ça, si on consulte trop, on ouvre la boîte à questions.* »

L'affaire présente évidemment une dimension tactique, qui permet au premier ministre « *de se remettre un peu dans la course, de reprendre un peu le manche* », constate un habitué de l'Élysée. Mais la dimension stratégique va bien au-delà : « *Il y a une préoccupation, une crispation fiscale dans le pays*, indique un proche du président. *La prendre en considération ne nous paraît pas absurde.* »

Il est à cet égard plutôt savoureux que celui qui avait fait entrer le « *ras-le-bol fiscal* » dans le dictionnaire de la rentrée n'ait pas été associé. M. Moscovici, qui était du déplacement en Israël, n'avait pas, lundi, l'allure du ministre de l'économie sur le point de lancer la grande réforme fiscale du quinquennat, dont il assurait encore

récemment qu'elle n'était plus d'actualité. Ce n'est que ce jour-là qu'il aurait appris la chose, par un coup de téléphone du premier ministre.

### **M. VILLEROY DE GALHAU : « PERSONNE NE M'A APPELÉ »**

De même pour le coup de balai à la tête des directions de Bercy, dont les titulaires concentraient depuis des mois, pour leur engagement politique passé et leur influence dans la conduite des affaires du ministère, les critiques dans la majorité et au sein même du gouvernement. *« Il était naturel qu'à un moment donné, ils soient remplacés, surtout à un moment où un mouvement d'ampleur est lancé, explique un proche du chef de l'Etat. Cela faisait plusieurs mois que le président avait demandé à Moscovici de les changer, c'est pour cela que le premier ministre a décidé de le faire. »*

Néanmoins, l'information publiée par *Le Canard enchaîné* et *Le Monde* prend de court les principaux intéressés. M. Villeroy de Galhau, qui occupe aujourd'hui la fonction de directeur général délégué de BNP Paribas, la dément – en ce qui le concerne – à l'AFP. *« Je découvre cette rumeur. C'est la énième rumeur me concernant. Elle n'a pas plus de crédibilité que les précédentes, qui se sont toutes avérées sans fondement »,* indiquait-il. Joint par *Le Monde*, il se refusait à tout commentaire, s'en tenant à déclarer : *« Personne ne m'a appelé. »*

Pourtant, Matignon confirme, une nouvelle fois, ces prochaines nominations. Elles devraient être annoncées en conseil des ministres le 27 novembre en ce qui concerne M. Morin – actuellement directeur du cabinet de Marisol Touraine – et le 11 décembre pour M. Villeroy de Galhau, dont les hautes responsabilités qu'il exerce dans une banque privée nécessitent des dispositions préalables.

### **« JE NE SUIS PAS UN MOUTON », SE DÉFEND LE MINISTRE**

Pierre Moscovici, en principe en première ligne pour procéder à cette réorganisation de son administration, a accru l'impression de flottement. L'intéressé, dans un premier temps, refuse de confirmer. Confronté à nos informations, il se retranche derrière l'argument d'une « campagne » menée à son encontre et destinée à lui nuire. *« Je ne suis pas un mouton »,* se défend le ministre, qui s'oppose avec virulence à cette version d'une divergence avec l'exécutif et clôt brusquement un échange qu'il assimile à *« un interrogatoire de police »*.

Jeudi matin, l'entourage de M. Moscovici se montrait moins catégorique. *« Pierre Moscovici est le ministre de l'économie et des finances et de l'administration des finances, qu'il respecte, indique un proche. Il va de soi que, s'il y a des changements, c'est lui qui en sera à l'initiative. Si évolution il y a, ça se fera sur sa proposition. Son rôle n'est pas d'annoncer, d'infirmer, de confirmer ou de commenter des décisions qui seront prises en conseil des ministres lorsque les choses seront mûres. Il est de faire que la transition, si elle doit se produire, se passe de la meilleure des façons. »*

Quant à M. Villeroy de Galhau, Bercy estime qu'il ne pouvait faire autrement que de démentir, vue sa situation de mandataire social d'une grande banque : *« Il aurait sans doute préféré le secret. »* Les changements annoncés de manière non officielle sont bien à l'oeuvre et vont intervenir dans un très proche avenir.

Cette séquence confirme que M. Moscovici n'est pas nécessairement le premier maître à bord. Lui assure qu'il n'y a pas de quoi en faire « *un sujet de polémique* ». Et voilà comment ce qui devait être une opération blitzkrieg se transforme en un pataquès.